

L'officialisation du pacte de lutte contre les déserts médicaux

Riscle



L'officialisation du pacte de lutte contre les déserts médicaux

« Armagnac Adour » retenu dans le pacte de lutte contre les déserts médicaux

Le pacte de lutte contre les déserts médicaux initié par le gouvernement, vient de définir les zones prioritaires pour la mise en place de la solidarité territoriale. 4 intercommunalités, dont Armagnac-Adour, ont été retenues dans le département du Gers. C'est donc en présence des élus locaux, des représentants des professionnels de santé et de l'état, que l'annonce officielle du choix du territoire risclois s'est déroulée au siège du CIAS Armagnac-Adour. Le directeur départemental de l'ARS, les président et directeur du CPTS, le vice-président du département en charge de la santé, ont tour à tour développé cette réalité territoriale, devenue pour tous une priorité d'action. 4 grandes propositions se dégagent de ce pacte dont les territoires seront les premiers bénéficiaires : action en faveur des étudiants de santé, développer une solidarité de l'ensemble de la communauté médicale sur un territoire, unir les compétences des professionnels de santé et travailler avec les élus pour les conditions d'accueil des étudiants et des professionnels. « On va d'abord privilégier l'aide financière sur du matériel ; l'attractivité passe aussi par l'accueil, la discussion, l'échange mais aussi l'aspect touristique du territoire » déclarait Didier Pier-Florentin directeur de l'ARS. Pour Jérôme Samalens, vice-président du conseil départemental en charge de la lutte contre la désertification médicale, « il faut mettre en avant nos atouts et être proactif avec nos collectivités ». Michel Petit, président d'Armagnac-Adour, rappelait la genèse des locaux du CIAS et la réhabilitation de cet ancien cabinet médical, en locaux fonctionnels et adaptés : « Je suis très heureux de savoir qu'au niveau national on s'intéresse à nous, à notre territoire, à ses inégalités d'accès à la médecine et aux soins du quotidien ».

Image principale: élus, représentants de l'état et professionnel de santé ont officialisé le pacte de lutte contre les déserts médicaux

texte et photos communiquées Christian Brousse



IMG_5091.jpeg